

Le jeu trouble des puissances nucléaires

Le Traité sur la non-prolifération aura 50 ans en 2020. La conférence d'examen d'avril et mai risque d'être un échec, les cinq puissances nucléaires œuvrant pour le décrédibiliser.

Un 50^e anniversaire, ça se fête, surtout s'il se double d'un 25^e anniversaire. Pourtant, l'avenir du TNP, le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, signé en 1970 et prorogé en 1995, ne s'annonce pas des plus radieux.

La récente réunion préparatoire à la conférence d'examen de 2020 a ainsi montré que les puissances nucléaires refusent toute avancée significative pour mettre en œuvre le désarmement nucléaire. À peine le document final distribué aux 191 États membres du TNP que les Américains, Français et Britanniques le dénonçaient.

Yann Hwang, le représentant permanent de la France auprès de la Conférence du désarmement, avait pourtant rappelé que « **la préservation du TNP est plus essentielle que jamais, alors que la menace posée**

par la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs s'amplifie ».

Comme le rappelle Jean-Marie Collin, le porte-parole de la Campagne internationale pour abolir les armes nucléaires (Ican, prix Nobel de la paix en 2017), Russes, Américains, Britanniques, Chinois et Français « **sont aujourd'hui en train de moderniser ou de renouveler leurs arsenaux** ».

Appel aux villes de France

En outre, Washington et Moscou ont suspendu, en début d'année, leur participation au FNI (le traité sur les forces nucléaires à portée intermédiaire). Quant à l'avenir de certains autres traités bilatéraux entre Russes et Américains (comme le *New Start* qui expire en 2021), il est de plus en plus incertain.

Pour sa part, la France, dans le



Tir d'essai d'un missile chinois.

cadre de la loi de programmation militaire 2019-2025, va dépenser 37 milliards d'euros pour rénover les outils de sa dissuasion nucléaire, « **ce qui est en totale contradiction avec les engagements de la France et son adhésion au TNP en 1992** », estime

Jean-Marie Collin.

L'Ican et ses partenaires, qui font campagne pour le désarmement nucléaire, disent assister à « **un délitement** » du TNP, alors que la situation internationale est compliquée et que certaines zones du monde connaissent même une grave période d'instabilité.

Ces ONG lancent donc des appels aux parlementaires tricolores pour qu'ils soutiennent le TNP ainsi qu'aux villes de France pour qu'elles « **se joignent à ce grand mouvement mondial vers l'élimination des armes nucléaires** ». Le 17 mai, Paris a montré l'exemple en rejoignant l'Appel des villes de l'Ican. Un appel déjà signé par plus de vingt grandes villes dont Hiroshima, Los Angeles, Manchester, Munich, Nagasaki, Washington...

Philippe CHAPLEAU.